

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/N/3/THA

L/7611/Add.6

10 juillet 1995

(95-1902)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Notifications présentées conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994
et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

THAILANDE

La Mission permanente de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la notification de mise à jour ci-après, datée du 30 juin 1995.

Eu égard à la décision prise par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 au sujet des moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel (L/7582, du 13 décembre 1994), la présente notification est réputée être également une notification au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1947.

La Mission permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC présente la notification de subventions ci-après conformément à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Notification de subventions présentée conformément à l'article 25
de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

1. Système de refinancement du crédit à l'industrie

1.1 Industries de grande et moyenne envergure

a) Nature et portée du programme

i) Fondement et législation

En vertu du Décret royal régissant les activités de la Banque de Thaïlande, B.E. 2485, article 12 4), la Banque de Thaïlande est habilitée à fournir une aide financière aux secteurs et projets prioritaires par le biais de mécanismes de refinancement.

ii) Incidence

Tout producteur dont le montant total des immobilisations ne dépasse pas 200 millions de baht se voit accorder des lignes de crédit pour émettre des billets à ordre. La Banque de Thaïlande achète aux banques commerciales et à la Société de financement industriel de Thaïlande les billets à ordre émis par les producteurs pour financer leur fonds de roulement. Le montant du refinancement représente 50 pour cent de la valeur nominale des billets à ordre à échéance de 120 jours. Le taux demandé par la Banque de Thaïlande aux banques commerciales ou à la Société de financement industriel est fixé à 5 pour cent par an. Les banques commerciales, quant à elles, ne peuvent pas demander aux émetteurs plus de 10 pour cent par an de la valeur nominale des billets à ordre.

iii) Montant des versements (total)

Le tableau ci-dessous indique le montant des achats de billets à ordre effectués par la Banque de Thaïlande.

Année	Achat de billets à ordre par la Banque de Thaïlande (en millions de baht)
1989	534
1990	547
1991	735
1992	934
1993	724
1994	1 042

b) Effet du programme

Ce programme a pour objet de fournir une aide financière aux industries vitales pour le développement rural, notamment celles qui font appel à une main-d'oeuvre abondante ou qui utilisent beaucoup de produits agricoles d'origine nationale.

1.2 Petites industries

a) Nature et portée du programme

i) Fondement et législation

En vertu du Décret royal régissant les activités de la Banque de Thaïlande, B.E. 2485, article 12 4), la Banque de Thaïlande est habilitée à fournir une aide financière aux secteurs et projets prioritaires par le biais de mécanismes de refinancement.

ii) Incidence

Les petites industries dont les immobilisations ne dépassent pas 20 millions de baht peuvent bénéficier de ce programme. La Banque de Thaïlande achète aux banques commerciales et à la Société de financement industriel de Thaïlande les billets à ordre émis par les producteurs pour financer leur fonds de roulement. Le montant du refinancement représente 50 pour cent de la valeur nominale des billets à ordre à échéance de 120 jours. La Banque de Thaïlande demande aux banques commerciales ou à la Société de financement industriel 3 pour cent par an sur le montant du refinancement et les autorise à demander à leurs clients un maximum de 10 pour cent par an sur le montant total des billets à ordre.

iii) Montant des versements (total)

Le montant total du refinancement effectué par la Banque de Thaïlande est indiqué ci-après.

Année	Achat de billets à ordre par la Banque de Thaïlande (en millions de baht)
1989	121
1990	134
1991	162
1992	230
1993	348
1994	368

b) Effet du programme

Ce programme vise à fournir des fonds à bon marché aux petites industries.

2. Crédits destinés à l'élevage et à l'aquaculturea) Nature et portée du programmei) Fondement et législation

En vertu du Décret royal régissant les activités de la Banque de Thaïlande, B.E. 2485, article 12 4), la Banque de Thaïlande est habilitée à fournir une aide financière aux secteurs et projets prioritaires par le biais de mécanismes de refinancement.

ii) Incidence

La Banque de Thaïlande achète aux banques commerciales les billets à ordre émis par des propriétaires d'exploitations pour financer leurs coûts d'exploitation. Le montant du refinancement représente 50 pour cent de la valeur nominale des billets à ordre. L'échéance des billets à ordre est fonction du type d'exploitation et de ce qui est produit, mais ne peut excéder cinq ans. La Banque de Thaïlande demande aux banques commerciales 5 pour cent par an sur le montant du refinancement et les autorise à demander aux émetteurs au maximum 10 pour cent par an sur le montant total des billets à ordre.

iii) Montant des versements (total)

Le montant total des billets à ordre achetés par la Banque de Thaïlande aux propriétaires d'exploitations est indiqué ci-après.

Année	Achat de billets à ordre par la Banque de Thaïlande (en millions de baht)
1989	823
1990	1 000
1991	1 089
1992	1 297
1993	1 134
1994	1 047

Pour la Thaïlande, il est entendu que les subventions accordées aux producteurs agricoles ne sont visées que par les engagements spécifiés dans l'Accord sur l'agriculture.

b) Effet du programme

Ce programme vise à fournir des fonds à bon marché pour l'élevage et l'aquaculture pratiqués à des fins commerciales.

3. Mécanisme de refinancement des crédits de développement rural

a) Nature et portée du programme

i) Fondement et législation

En vertu du Décret royal régissant les activités de la Banque de Thaïlande, B.E. 2485, article 12 4), la Banque de Thaïlande est habilitée à fournir une aide financière aux secteurs et projets prioritaires par le biais de mécanismes de refinancement.

ii) Incidence

La Banque de Thaïlande achète aux banques commerciales 50 pour cent de la valeur nominale des billets à ordre émis par le responsable du projet ou par les participants au projet (agriculteur ou ouvriers agricoles). Pour chaque projet de développement rural, le prêt doit être associé à un crédit accordé par une banque commerciale. La durée maximale du soutien au titre d'un projet est de cinq ans. La Banque de Thaïlande applique généralement aux banques commerciales un taux d'intérêt ne dépassant pas 3 pour cent par an, tandis que les banques commerciales demandent au responsable du projet ou aux participants au projet un intérêt ne dépassant pas 10 pour cent par an sur le montant total des billets à ordre.

iii) Montant des versements (total)

Le montant total des crédits disponibles pour ce programme est de 2 milliards de baht. De 1989 à 1994, la Banque de Thaïlande a accordé les crédits suivants:

Année	Achat de billets à ordre par la Banque de Thaïlande (en millions de baht)
1989	77
1990	79
1991	56
1992	31
1993	151
1994	103

Pour la Thaïlande, il est entendu que les subventions accordées aux producteurs agricoles ne sont visées que par les engagements spécifiés dans l'Accord sur l'agriculture.

b) Effet du programme

Ce programme a pour objet d'encourager les investissements dans l'agriculture ou l'industrie en zone rurale en vue d'une meilleure répartition des revenus.

4. Incitations offertes aux industries bénéficiant de privilèges accordés par le Conseil des investissements dans le cadre des programmes concernant la zone 3

a) Nature et portée du programme

i) Fondement et législation

En vertu du Décret royal régissant les activités de la Banque de Thaïlande, B.E. 2485, article 12 4), la Banque de Thaïlande est habilitée à fournir une aide financière aux secteurs et projets prioritaires par le biais de mécanismes de refinancement.

ii) Incidence

Sont admises à bénéficier d'une aide au titre de ce programme les entreprises qui mettent en oeuvre de nouveaux projets d'investissement ou se réimplantent dans une autre zone et qui disposent d'un capital n'excédant pas 200 millions de baht (à l'exclusion du coût des terrains et des fonds de roulement). En outre, ces entreprises doivent bénéficier des avantages liés à la promotion des investissements ou des privilèges accordés par le Conseil des investissements et être implantées en dehors de Bangkok et des 15 provinces avoisinantes.

La Banque de Thaïlande achète aux banques commerciales ou à la Société de financement industriel de Thaïlande les billets à ordre émis par les entrepreneurs pour financer l'acquisition d'immobilisations (à l'exclusion du coût des terrains) et leur fonds de roulement. Le montant du refinancement est fixé à 40 pour cent de la valeur nominale des billets à ordre. L'échéance des billets ne doit pas dépasser 120 jours pour les emprunts destinés aux fonds de roulement et cinq ans pour ceux qui sont destinés aux investissements en capital fixe. La Banque de Thaïlande demande aux banques commerciales et à la Société de financement industriel 3 pour cent par an, tandis que celles-ci peuvent demander aux émetteurs un maximum de 11,25 pour cent par an.

iii) Montant des versements (total)

La ligne de crédit - 12 milliards de baht au total - est disponible jusqu'au 30 décembre 1996.

b) Effet du programme

Ce programme a pour objet d'encourager la décentralisation de l'industrie vers les provinces, notamment celle de la petite et moyenne industrie.

5. Système d'incitations à l'investissement

a) Nature et portée du programme

i) Fondement et législation

Le Conseil des investissements accorde aux sociétés nationales et étrangères des incitations fiscales visant à encourager les industries à s'établir en Thaïlande pour accélérer l'industrialisation et le développement régional du pays. Depuis quelques années, les incitations à l'investissement mettent l'accent sur la décentralisation, car l'un des axes de la politique du gouvernement est le développement régional. Les incitations à l'investissement sont offertes pour attirer plus d'investissements vers les régions désavantagées à plusieurs titres. La législation qui régit l'octroi d'incitations par le Conseil des investissements est la Loi de 1977 sur la promotion de l'investissement, modifiée en 1991.

ii) Incidence

Les principales incitations fiscales accordées sont les exonérations ou réductions de l'impôt sur le revenu des sociétés et les exonérations ou réductions des droits d'importation sur les machines et les matières premières. Une large gamme d'activités englobant les services de fabrication peuvent bénéficier de ces mesures d'encouragement. L'importance des incitations accordées varie en fonction du lieu d'implantation du projet.

Depuis la révision qui a eu lieu en avril 1993, le Conseil des investissements offre également des incitations à la relocalisation des usines ainsi que des incitations spéciales à la recherche-développement.

iii) Montant des versements (total)

Aucun budget spécifique n'est affecté aux incitations à l'investissement. L'importance des incitations est fonction du nombre de projets soutenus par le Conseil des investissements. Ainsi, le manque à gagner de l'Etat varie d'année en année. On ne dispose pas de statistiques sur les exonérations ou réductions de l'impôt sur le revenu des sociétés. Seuls sont disponibles des chiffres concernant l'exonération des droits d'importation sur les machines et les matières premières.

Exonérations ou réductions des droits d'importation accordées aux entreprises
soutenues par le Conseil des investissements

Unité: millions de baht

	1992	1993	1994
Machines			
* Exonérations	5 924,8	4 323,0	6 810,9
* Réductions	55,7	34,7	37,0
* Total	5 980,5	4 357,7	6 847,9
Matières premières			
* Exonérations	38 294,1	38 879,1	51 935,0
* Réductions	134,5	188,3	205,4
* Total	38 428,6	39 067,4	52 140,4
Total	44 409,1	43 425,1	58 988,3

b) Effet du programme

Ce programme vise à encourager la décentralisation et le développement régional.